

# PARC NATIONAL DU MERCANTOUR

## Décision n° 2018-260

autorisant une activité de prises de vues  
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales  
en cœur de Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et les modalités 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

VU la demande présentée le 03 juillet 2018 par Monsieur LUCAZEAU Guillaume, réalisateur et directeur de la société de production KAPTURA,

Considérant que la demande de prises de vues et de sons entre dans un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 3° *promotion des produits référencés dans le cadre de la marque collective* »

Décide :

### Article 1 :

Monsieur LUCAZEAU Guillaume, réalisateur et ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies dans les articles suivants à effectuer des prises de vues et de sons dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales, dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces prises de vues et de sons sont destinées à réaliser un spot promotionnel de 2.30 minutes dans le but de promouvoir la marque Esprit Parc national dans le cadre du dispositif inter-parcs de promotion de la marque (POIA/CIMA/FNADT).

### Article 2 :

Cette autorisation est accordée du 16 juillet 2018 au 18 juillet 2018, sur les secteurs du haut-Verdon, de l'Ubaye et de la Tinée.

### Article 3 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques terrestres

3.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit.

A ce titre, la recherche et la poursuite de toute espèce animale sont interdites, ainsi que l'approche de nids.

3.2. Les prises de vues nocturnes en extérieur sont autorisées sous réserve de n'utiliser aucun appareil d'éclairage artificiel.

3.3. Le bénéficiaire est tenu de ne pas réaliser de placement de produits ou services commerciaux dans les prises de vues réalisées en cœur de parc.

Cette interdiction ne s'applique pas en ce qui concerne la promotion de produits ou services bénéficiant de la marque « Esprit Parc National ».

Article 4 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques aériens

La présente décision ne vaut pas autorisation de survol d'un aéronef motorisé en-dessous de 1000 mètres du sol au-dessus du cœur de parc national, y compris d'un aéronef télépiloté sans personne à bord (drone).

Article 5 :

Le bénéficiaire devra adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des espèces, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation du cœur du parc national du Mercantour.

Article 6 :

6.1. Le bénéficiaire est tenu de faire figurer dans le générique de son clip, la mention « réalisé dans le Parc national du Mercantour, avec l'autorisation du Directeur ».

6.2. Dans un délai de 2 mois à compter de l'échéance de la présente, le bénéficiaire transmettra au siège de l'Établissement public du parc national du Mercantour :

- une copie haute définition du clip promotionnel

6.3. La copie de ce document sera libre de droit d'utilisation dans le cadre des activités gratuites pédagogiques et/ou d'information menées par l'Établissement public du parc national (animations, conférences, plaquettes, communication visuelle...), sous réserve de la mention obligatoire «© LUCAZEAU G. – KAPTURA Productions ».

Le cas échéant, le bénéficiaire autorise le Parc national du Mercantour à publier le lien électronique de la série de reportage sur son site Internet, sous réserve de la mention obligatoire.

Article 7 :

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire en assume toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 8 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 9 :



Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 10 :

La présente décision avis sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 10 juillet 2018

 Le Directeur du  
Parc national du Mercantour  
  
**CHRISTOPHE VIRET**